

Lettre aux 20 000 travailleurs, militants et jeunes signataires de l'appel « pour la réquisition des 600 milliards que le gouvernement a offerts aux capitalistes » ... et à tous ceux qui vont le signer

Adoptée à l'unanimité par les délégués au 5^e Congrès national du Parti ouvrier indépendant démocratique

Travailleuses et travailleurs, militantes et militants, jeunes !

Ce 22 janvier 2022, plus de 20 000 travailleurs, militants ouvriers et jeunes ont signé l'appel lancé début novembre 2021 par le POID.

Nous sommes plus de 20 000 à dire : « *En deux ans, le gouvernement Macron a offert près de 600 milliards aux capitalistes [...]. La démocratie exige : ces 600 milliards doivent être rendus au peuple, pour financer les hôpitaux, l'école et les services publics, pour augmenter les salaires, les pensions et les minima sociaux.* »

Cette exigence était au cœur du meeting national du POID le 22 janvier à Paris auquel plus de 1 500 travailleurs, militants et jeunes venus de toute la France ont participé, malgré toutes les difficultés de la situation.

Ces 600 milliards d'euros que le gouvernement Macron a offerts aux capitalistes et aux banques (dont la première tranche de 343 milliards d'euros a été votée à l'unanimité à l'Assemblée nationale le 19 mars 2020) représentent plus de deux fois le budget annuel de la nation.

Contrairement aux mensonges du gouvernement qui prétend que ces sommes ont été utilisées pour lutter contre la pandémie ou « relancer l'économie », l'essentiel de ces 600 milliards a été donné aux grandes entreprises capitalistes et aux banques, qui s'en sont servis pour engraisser les actionnaires, les spéculateurs et pour licencier (lire au verso).

Chaque travailleur, chaque jeune, chaque mère de famille peut le constater : ces 600 milliards, nous en payons le prix fort chaque jour.

Chaque licenciement qui jette une famille ouvrière dans la misère ; chaque infirmière qui manque dans un service hospitalier au péril de la vie des patients ; chaque enseignant non remplacé plongeant la jeune génération dans le naufrage scolaire ; chaque étudiant qui se prive d'un repas sur deux... c'est le prix que nous payons pour ces 600 milliards !

Pourtant, il n'y a aucune fatalité ! Les travailleurs le montrent quand, sous toutes les formes, ils se mobilisent avec leurs syndicats pour arracher les revendications, dans cette vague de grèves dont *La Tribune des travailleurs* rend et rendra compte le plus largement possible chaque semaine.

Nous l'affirmons : **un gouvernement véritablement au service de la majorité, au service du peuple travailleur, en un mot, un gouvernement ouvrier, reprendrait aux capitalistes ces 600 milliards pour les affecter, tout de suite, aux hôpitaux, à l'école publique, aux services publics, au logement, à l'augmentation des salaires, des pensions et des minima sociaux.** Il faudrait, par exemple, à peine 5 milliards d'euros par an pour embaucher les 100 000 infirmières qui manquent dans les hôpitaux. 5 milliards... une goutte d'eau comparée aux 600 milliards.

Alors, nous vous lançons un appel. À vous tous, les 20 000, qui avez signé, et à vous tous qui ne l'avez pas encore fait mais partagez avec nous cette exigence : **développons ensemble la campagne pour la réquisition des 600 milliards d'euros ! Ensemble, faisons signer l'appel massivement à la porte des entreprises, des écoles, des universités, dans les cités et les quartiers populaires, dans chaque manifestation de résistance des travailleurs et de la jeunesse. Ensemble, construisons la force qui donnera confiance aux millions et aux millions d'exploités et d'opprimés pour aller réclamer leur dû ⁽¹⁾ !**

Pour renforcer cette campagne, nous vous appelons à prendre votre place dans ce combat en rejoignant le Parti ouvrier indépendant démocratique, en diffusant *La Tribune des travailleurs* !

(1) Nous nous adresserons aux candidats du PS, du PCF et de LFI à l'élection présidentielle ainsi qu'aux députés de ces partis qui ont participé au vote unanime du 19 mars 2020 pour les appeler à revenir sur ce vote, à se prononcer pour la réquisition des 600 milliards, à rompre l'accord avec le gouvernement Macron.

600 milliards d'euros : d'où viennent-ils, à quoi ont-ils servi ? Travailleurs, militants, jeunes : le savez-vous ?

Le 19 mars 2020, l'Assemblée nationale unanime (dont les députés PS, PCF, LFI*) vote le projet de loi de finances rectificative (PLFR) : 2 milliards pour les hôpitaux... et 343 milliards « d'aide aux entreprises ».

Le 17 avril 2020, une rallonge de 65 milliards porte ce plan à 408 milliards. Sur ces 408 milliards, 315 sont destinés au « soutien à la trésorerie des entreprises », 20 milliards au « soutien aux entreprises stratégiques », 24 milliards pour financer le chômage partiel (prenant ainsi en charge ce que les patrons doivent payer), etc.

Au printemps 2020, le gouvernement ajoute 50 milliards d'euros d'allègements fiscaux et sociaux en faveur des grands patrons.

Le 3 septembre 2020, le gouvernement adopte un nouveau plan de « relance » de 100 milliards d'euros.

Le 23 octobre 2021, Macron ajoute un nouveau plan de 34 milliards.

343 + 65 + 50 + 100 + 34, ce sont 592 milliards, et près de 600 milliards si l'on ajoute les subventions de l'État aux entreprises et les exonérations de cotisations sociales accordées en temps « normal ».

D'où viennent ces 600 milliards ?

Du budget de l'État, c'est-à-dire des impôts directs et indirects des contribuables (dont la majorité sont des travailleurs). Autant d'argent en moins pour les services publics : hôpitaux, écoles, communes, etc.

Des caisses de la Sécurité sociale, c'est-à-dire de l'argent du salaire différé des travailleurs.

Qu'est-ce que cela représente ?

600 milliards d'euros, c'est plus du double du budget annuel de la nation. C'est dix fois le budget annuel de l'Éducation nationale.

À quoi ont servi ces 600 milliards ?

À engraisser encore plus les capitalistes, les actionnaires et les banques. Les records battus en 2020-2021 par les entreprises du CAC 40 s'expliquent « principalement en raison de l'argent public versé sans condition par les gouvernements et les banques centrales », dit le rapport d'Oxfam (janvier 2022).

À supprimer des emplois et à licencier. Les prêts garantis par l'État (PGE) accordés aux banques ont permis à celles-ci de prêter aux entreprises à condition d'être « plus compétitives » en se débarrassant des secteurs « non rentables ». C'est ainsi que la suppression de 6 595 emplois a été réalisée par Air France, bénéficiaire d'un PGE de 7 milliards d'euros, et de 4 600 emplois (et la liquidation de sous-traitants comme la SAM, 350 emplois) par Renault, bénéficiaire d'un PGE de près de 5 milliards.

**Ces 600 milliards doivent être repris aux capitalistes,
rendus au peuple et affectés aux besoins des travailleurs,
des chômeurs, des retraités et de la jeunesse !**

La Tribune des travailleurs tient à la disposition de tout travailleur, militant, jeune qui le demandera un supplément exposant l'ensemble des faits permettant de juger par lui-même.
Chaque semaine, lisez *La Tribune des travailleurs*, abonnez-vous !

* Ce vote unanime est consultable sur le site de l'Assemblée nationale :

<https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/comptes-rendus/seance/session-ordinaire-de-2019-2020/deuxieme-seance-du-jeudi-19-mars-2020>